

ABONNEMENT.

Saumur :	
Un an	30 fr.
Six mois	16
Trois mois	8
Poste :	
Un an	35 fr.
Six mois	18
Trois mois	10

On s'abonne :

A SAUMUR,
Chez tous les Libraires ;

A PARIS,
Chez MM. RICHARD et C^{ie},
Passage des Princes.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ÉCHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS.

Annonces, la ligne	20 c.
Réclames	30
Faits divers	75

RÉSERVES SONT FAITES :

De droit de refus de la publication
des insertions reçues et même payées,
sauf restitution dans ce dernier cas ;
Et du droit de modifier la rédaction
des annonces.

On s'abonne :

A SAUMUR,
Chez tous les Libraires ;

A PARIS,
Chez MM. HAVAS-LAFFITE et C^{ie},
Place de la Bourse, 8.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis con-
traire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le lundi excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en tim-
bres-poste de 25 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR,
19 Décembre 1872.

Chronique générale.

L'accueil fait lundi à M. Thiers à la com-
mission des Trente a été des plus courtois et
des plus sympathiques.

Le bruit d'entrevues fréquentes entre le
Président de la République et M. de Roths-
child est inexact.

M. de Rothschild est venu deux fois au
plus à Versailles depuis quinze jours.

Le jour où l'ambassade japonaise doit
être reçue par le Président de la Républi-
que n'est pas encore fixé.

La commission des pétitions a mis à l'or-
dre du jour de samedi la discussion des pé-
titions de Grenoble et de Nantes.

Elle conclut que le maire et le préfet de
Grenoble n'ont rien à se reprocher.

En revanche, elle demande qu'un blâme
sévère soit infligé au maire de Nantes et au
préfet de la Loire-Inférieure. Nous croyons
que la discussion sera ajournée.

Rien ne paraît encore décidé pour le rem-
placement de M. Calmon au ministère de
l'intérieur.

On remarque, depuis dimanche dernier,
certains symptômes très-caractéristiques
dans le monde interlope qui gravite autour
des chefs du parti radical.

Des émissaires envoyés en province il y a
quelques jours en reviennent, d'autres y re-
tournent ; les conciliabules se multiplient et
des gens qui étaient devenus invisibles de-
puis l'extermination de la Commune com-
mencent à reparaitre dans les quartiers les
plus accessibles à l'agitation radicale.

L'échec de samedi a excité le mécontente-
ment des pétroleurs. Le pétitionnement était
leur dernier espoir ; aujourd'hui il est éva-
noui. Si encore ils pouvaient compter sur la
fertilité de l'imagination chez les grands
hommes du parti ! Après tout, ils trouve-
ront peut-être autre chose.

La défaite de samedi a été ressentie à ce
point par le centre gauche, qu'en même
temps que M. Ricard parlait de donner sa
démission, M. Bamberger envoyait la sienne
au bureau de la réunion.

Cette démission est motivée sur cette ap-
préciation que, dans la séance de nuit du
14 courant, M. Dufaure a prononcé des pa-
roles empreintes d'une hostilité formelle à
l'idée républicaine.

On nous dit qu'après la mémorable séan-
ce de samedi, M. Gambetta aurait parlé de
s'associer aux membres qui étaient résolus
à donner leur démission.

La réflexion est bientôt venue, et finale-
ment ni l'astre ni les satellites ne se sont reti-
rés de notre firmament parlementaire.

On s'occupe presque exclusivement à la
Présidence des préliminaires de la prochaine
négociation à ouvrir avec la Prusse, pour la
substitution d'une garantie financière à la
garantie territoriale, aussitôt après le paie-
ment complet des 4 milliards.

On a distribué deux nouveaux amende-
ments relatifs au projet de loi pour la publi-
cité des travaux de l'Assemblée et la confec-
tion d'un compte-rendu obligatoire.

L'un est de M. Maurice Rouvier.
Il est ainsi conçu :

« Art. 3. — Intercaler entre le 1^{er} et le 2^e
paragraphe la disposition suivante :

» Les journaux paraissant dans d'autres
villes que celles où siège l'Assemblée, pour-

ront publier les dépêches télégraphiques
ayant trait aux travaux de l'Assemblée na-
tionale. »

L'autre est de M. de Tillancourt. Il est
ainsi conçu :

« Remplacer l'article 1^{er} par la rédaction
qui suit :

» Les débats de l'Assemblée nationale se-
ront reproduits *in extenso* par la sténogra-
phie : ils feront l'objet d'une publication in-
dépendante de tout journal, vendue au nu-
méro, le lendemain de la séance, et servie à
des abonnés dans toute la France à un prix
qui ne pourra dépasser cinq centimes par
séance.

» Un exemplaire sera mis chaque jour
gratuitement, en épreuve, à la disposition
des journaux qui en feront la demande.

» Il sera en outre rédigé un compte-rendu
sommaire de chaque séance, qui sera remis
gratuitement aux journaux une heure après
la fin de la séance. »

On a également distribué le rapport de M.
Cochery, relatif à un supplément de crédit
de 4,320,000 fr. demandé par le ministre
de la guerre sur l'exercice 1872.

Les feuilles radicales ne nous donneront
pas le change. La majorité devait boulever-
ser le pays ; mais le pays n'est pas du tout
bouleversé ; il est insensible aux échecs de
la gauche. Nous lisons à ce sujet dans le *Te-
legraph*, journal de Lyon :

« Les hurleurs de dissolution criaient
bien haut qu'ils avaient derrière eux tout le
pays.

» Il était si bien derrière eux qu'il a ac-
cueilli leur défaite par un immense soupir
de soulagement.

» Lyon est d'une tranquillité parfaite,
jusque dans ses faubourgs les plus mal famés.

» Les braves gens sont contents et les au-

tres avalent le crapaud sans se plaindre trop
fort ; il y a trop de garance à l'horizon. »

Quelques montagnards, ne se tenant pas
encore pour battus, se proposent de reven-
ir à la Chambre sur la question de dissolu-
tion.

On attend les décisions de la commission
des Trente, et les cordeliers de M. Gambetta
examineront les moyens d'entrer dans une
période active de dissolution.

Un coup de force serait excellent, mais
voilà, où est la force ?

Toutes ces manœuvres du radicalisme,
ces conspirations perpétuelles d'un parti
sans patriotisme et affamé d'un pouvoir au-
quel ses chefs les plus renommés sont ridi-
culement impropres, ne nous inspirent
qu'une réflexion.

Il faut en finir, ne cesserons-nous de
crier à nos amis ; une demi-victoire ne fera
jamais cesser l'équivoque parce qu'elle ne
sera jamais qu'une demi-défaite pour les ra-
dicaux.

D'après des dépêches transmises au mi-
nistre de l'intérieur sur le mode de pétition-
nement en province, aussi bien qu'à Paris,
le gouvernement paraît décidé à provoquer
une enquête générale sur les signatures qui
suivent le texte des pétitions.

La plupart des préfets n'hésitent pas à
conseiller de mettre au grand jour certaines
manœuvres qui démasqueraient l'œuvre du
radicalisme.

Quelques fonctionnaires intelligents et dé-
voués à la cause de l'ordre — *rara avis*,
rares, trop rares — ont insisté, avec preuves
à l'appui, pour faire remarquer que la dis-
solution était le premier terme de ce grand
ensemble qui doit faciliter l'avènement de la
Commune légale.

Un correspondant de Londres écrit que
dimanche Londres était enveloppé d'un
brouillard tellement épais que les boutiques

Feuilleton de l'Écho Saumurois.

LES
FAUCHEURS
DE LA MORT,

Par A. DE LAMOTHE.

CHAPITRE XXIV.

DISPERSION.

(Suite.)

— Wielun est occupé depuis hier et la
chaussée coupée, reprit Langiévitich, avec
un sourire amer.

— Ou gagner Stobnica, continua le vieux
patriote.

— Mitved et Svinin gardent ce passage,
fit l'abbé Rascomsky ; nous avons vu leurs
colonnes qui s'y dirigeaient.

— Il reste encore la chaussée de Rakla-
vice.

— Mille hommes et cinq cents Cosaques
ont reçu ordre de s'y établir, sous les ordres
d'un colonel, le lendemain même du jour où
il en a été question à l'assemblée, poursui-
vit Langiévitich.

— Seigneur ! s'écria Kirposky, comment
cela a-t-il pu arriver ? ils assistaient donc à
nos délibérations ?

— Oui, fit Langiévitich, ils y assistaient
par des traites ; chacune de nos paroles
leur a été rapportée, chacun de nos projets
leur a été vendu.

— Alors, en effet, il n'y a plus qu'à com-
battre et à mourir ! dit le vieillard.

— Eh bien ! nous mourrons donc autour
de notre drapeau et notre dernier cri sera
celui de : *Boze cos Polske* ! s'écria Marpha.

— Frères, reprit Langiévitich, nous som-
mes seuls ici et seule l'oreille de Dieu nous
entend, écoutez donc mon dernier projet, ce-
lui que je médite depuis plusieurs jours et
auquel je m'attache comme à notre su-
prême planche de salut ; je vais vous le dé-
couvrir, mais, auparavant, jurez de ne le
confier à qui que ce puisse être. parent ou

ami.

Ils levèrent la main et répondirent :

— Nous le jurons !

— Vous n'ignorez pas, reprit Langié-
vitich, que si les Moscovites ont tourné tou-
tes leurs forces contre nous, c'est parce que,
par mon titre de dictateur, je suis à leurs
yeux la personnification de ce qu'ils appel-
lent la révolution. Je puis me tromper dans
mon jugement, mais ce que je vous dis, je
le crois.

— Et nous le croyons aussi, firent Nar-
but et Wladimir.

— Si je n'étais que le général Langié-
vitich, que je tombasse sur un champ de ba-
taille ou que je fusse fait prisonnier, peu
importerait, mais il ne faut pas qu'un Svi-
nin traîne après lui le dictateur de la Polo-
gne ; ils ne me prendront pas, nous combat-
trons comme nous avons coutume de com-
battre, en Polonais, et Dieu permettra, j'es-
père, que je sois tué ; mais si le sort des ar-
mes nous est défavorable, au lieu de nous
résigner à nous laisser envelopper dans ces
nouvelles Thermopyles, nous reculerons, en

nous défendant toujours, jusqu'à la Vistule.
Là, sont des bois et des marais impraticables
pour une armée, mais par lesquels des ban-
des aguerries et conduites par de bons gui-
des, pourront facilement s'échapper. Cha-
que chef se mettra à la tête de ses partisans
et tâchera de se dérober à la poursuite des
Moscovites, pour aller réorganiser, sur l'ar-
rière de leurs lignes, la guerre par détache-
ments, ainsi qu'elle avait eu lieu jusqu'à la
formation de l'armée nationale ; qu'en pen-
sez-vous ?

— Ce serait peut-être le salut de tous, dit
Kirposky ; mais ce moyen est impraticable.

— Pourquoi donc ?

— Parce que tant que le dictateur sera
parmi eux, aucun des Polonais qui lui ont
juré fidélité ne voudra l'abandonner, même
pour sauver sa vie.

— Le dictateur n'y sera plus, dit Lan-
giévitich.

Il y eut un moment de stupeur.

— Non, poursuivit Langiévitich, il n'y
sera plus ; le soir, à la faveur des ténèbres,
accompagné seulement de mes aides-de-

et les rues ont dû être éclairées au gaz pendant toute la journée.

On écrit de Strasbourg :

Il paraît qu'à partir du 1^{er} janvier, l'uniforme prussien va devenir obligatoire pour les employés de l'octroi de la ville de Strasbourg.

On lit dans l'*Avenir national* :

« Nous prions ceux de nos lecteurs qui ont en dépôt des feuilles de pétitionnement de se montrer très-scrupuleux pour les signatures et de n'accepter que celles des citoyens qui sont électeurs. »

C'est un peu tard.

Les généraux commandant les divisions militaires mandés auprès du ministre de la guerre regagnent leurs postes.

M. le général Espivent, qui s'est rendu à cet appel, est attendu à Marseille.

Plusieurs radiations de Légion-d'Honneur ont été, nous dit-on, examinées.

Dans le nombre se trouve celle d'un officier renvoyé d'un régiment de cavalerie, depuis sa nomination, pour cause d'indignité.

Nouvelles extérieures.

PRUSSE.

Le bruit a couru à Berlin que le prince de Bismark aurait donné sa démission de président du conseil des ministres.

D'après les dernières nouvelles de Prusse, ce bruit ne s'est pas encore confirmé; mais on parle, d'un autre côté, de la démission de tous les membres du ministère, et l'on dit que le prince de Bismark serait lui-même chargé de recomposer le cabinet.

Il est, en outre, question d'un cabinet provisoire; mais le résumé de tous les bruits qui circulent en ce moment est que l'on ne connaîtra que dans quelques jours la solution de la crise actuelle.

D'après la *Gazette de Cologne*, si M. de Bismark se retirait, il se consacrerait exclusivement à la direction de la chancellerie impériale.

LES INONDATIONS.

La crue de la Seine a pris les proportions d'un véritable fléau, et cela pour la seconde fois.

Toutes les caves de la rive gauche sont maintenant inondées.

Dans les parages du pont de l'Alma, toutes les passerelles sont enlevées et les habitants commencent à déménager, ainsi qu'au quai d'Auteuil.

Les travaux à la vapeur ont cessé sur les

rives de la Seine, entre autres à la Manutention, où la panification à la vapeur est remplacée par le travail à bras.

Une foule d'usines sont fermées, entre autres la pompe à feu de la route de Versailles et l'usine métallurgique de la rue Hérold.

Toutes les rues de Bercy qui étaient attaquées par l'eau sont aujourd'hui submergées. M. le gouverneur de Paris s'y est rendu.

Le chemin de la gare, à Rueil, est coupé par l'inondation.

Toutes les maisons du quai d'Asnières sont dans l'eau jusqu'au premier étage.

Les habitants de Gennevilliers et ceux d'Argenteuil avaient construit des digues épaisses sur lesquelles ils comptaient pour préserver de l'inondation la presqu'île de Gennevilliers. Ces digues ont résisté longtemps; mais, il y a deux ou trois jours, elles ont été détremées; l'inondation a tout brisé. Une partie de la plaine est envahie par les eaux.

La crue continue.

Les eaux ont complètement envahi le quai de la Gare, du pont Picard au pont Napoléon. L'octroi de la porte de la Gare ne fonctionne plus.

Sur la demande des négociants de Bercy, appuyés par M. le maire du 12^e arrondissement, un barrage a été fait au haut du quai pour éloigner les curieux et faciliter aux garçons de banque et de commerce un plus facile accès auprès des négociants. Les paiements se font sur la chaussée en haut du pont.

La rue de l'Université, à l'angle de celle d'Iéna, est submergée par suite du trop-plein des égouts, sur une longueur de 40 mètres environ sur 30 centimètres de hauteur.

Dans la rue Surcouf, l'eau sort par les bouches d'égout et s'étend sur une distance de 15 mètres avec 10 c. de hauteur.

Hier matin, un habitant de la rue du Loiret, au rez-de-chaussée, a été surpris pendant son sommeil par l'envahissement des eaux venant de la rue Watt. Les gardiens de la paix, accourus à ses cris, sont heureusement parvenus à le sauver.

En aval de Paris, l'inondation fait des progrès très-rapides.

L'île de Neuilly et celle de la Grande-Jatte sont aux trois quarts couvertes d'eau. Le quai Bourdon, qui est en bordure de l'ancien parc de Neuilly, sur les anciennes propriétés de Louis-Philippe, et qui s'étend du pont de Neuilly au boulevard Bineau, est littéralement sous l'eau. Les rues adjacentes, ouvertes dans l'ancien parc, telles que les rues Peyronnet, Borghèse et autres grandes voies, sont également envahies à leurs extrémités.

L'envahissement des eaux empêche de fonctionner le tramway établi de la barrière

au pont de Neuilly, lequel devait être prolongé jusqu'à l'Arc-de-l'Etoile.

A Asnières, toutes les maisons voisines de la rivière sont inondées. L'eau monte dans les rues. On ne peut sortir qu'en bateau.

Pour arriver à l'avenue de Courbevoie et se rendre à la gare du chemin de fer, les habitants sont obligés de naviguer à travers leurs jardins.

A Joinville, l'inondation de la Marne a fait de grands ravages, ainsi qu'à Charenton et à Nogent-sur-Marne.

La rue Wilhem, à Auteuil, a dû être complètement interdite aux voitures, et une passerelle y a été établie pour les piétons.

A Rueil, la gare est entourée d'eau; les voyageurs sont obligés de descendre à Nanterre.

Dans l'île de Chatou, la poutre inférieure de la gigantesque passerelle du chemin de fer est léchée par le flot.

Hier soir, l'échelle du pont Royal marquait, à dix heures, 7^m.

Les nouvelles que nous transmettent les journaux du Nord sont, en général, très-inquiétantes.

Mais où l'inondation a pris une formidable extension, à cause du peu de hauteur des terrains, c'est à Choisy-au-Bac et au confluent de l'Aisne et de l'Oise.

Là, il n'y a plus trace des deux rivières. L'espèce de delta entre l'Oise et l'Aisne est complètement noyé. Toute la plaine de Choisy, sur la rive droite de l'Aisne, n'est qu'un lac, depuis la forêt, près la route de Soissons, jusque sur la route de Noyon, sous le mont Ganelon.

On ne communique plus de Compiègne à Choisy qu'à l'aide de barques, car le chemin du bac à l'Aumône d'un côté, et la route de Soissons au pont de Choisy sont envahis comme les terres avoisinantes.

Le coquet village apparaît de loin comme un de ces petits ports de la Manche adossés à la rive.

La séance du 17 décembre.

Elle a été d'une monotonie désespérante, et, avec la meilleure volonté du monde, c'est à peine si l'on y trouve quelque chose à glaner. Dès le début, trois ou quatre députés, prévoyant les vacances du jour de l'an, se précipitent à la tribune pour demander que l'on mette leurs tours à l'ordre du jour.

On met au plus prochain ordre du jour la loi sur l'ivresse, déjà votée en seconde lecture, et à laquelle ne manque désormais que la consécration du vote final. C'est une loi pleine de bonnes intentions et de dispositions puérides. Le gouvernement qui réussira à l'appliquer sera un fin gouvernement.

En attendant, on achève le budget des finances, et M. de Janzé, qui ne lâche point sa proie, parle une heure durant sur la question des tabacs. M. de Janzé bégaye

nous as donné l'exemple, nous le suivrons; compte sur nous.

Ils redescendirent vers les tentes, autour desquelles les volontaires, réunis en groupes, écoutaient le bruit de la canonnade.

L'approche des Moscovites avait réveillé ces courages endormis dans une longue inaction, et à l'approche du danger, ceux qui, la veille, semblaient le plus découragés, avaient senti renaître leur confiance. De chaleureux hurrahs saluèrent le retour du dictateur et de ses compagnons.

Au lieu de traverser la Vistule, nous traverserons les Russes, dit tout bas Marpha à son père, qui s'appuyait sur son bras.

Qui sait? répondit-il, étonné lui-même de cette soudaine et heureuse transformation des volontaires. Les Polonais sont braves et la Vierge de Tchestakoye puissante.

La journée s'écoula cependant sans que les vedettes, postées sur les pics les plus élevés, signalassent l'approche des Moscovites; le soir, la canonnade, après avoir duré plusieurs heures, cessa tout-à-coup et, du côté de Raklavice, le ciel se colora de cette teinte

quelquefois de bons arguments; ce qui lui manque, c'est la chaleur. On ne réveille pas une Assemblée avec ce ton dolent et cette mine de carême. M. de Janzé ne voudrait pas qu'il y eût une direction spéciale pour les tabacs. M. Gouin, qui s'est multiplié dans ces derniers jours, répond de son mieux à des raisons que la Chambre n'a pas écoutées.

LA COMMISSION DES SERVICES ADMINISTRATIFS.

En voilà une qui n'entend pas raison! Elle a travaillé beaucoup, elle a travaillé longtemps, elle a publié des rapports pleins de sagesse et de préjugés (choses compatibles), elle réclame des réformes populaires et impraticables, elle vise à remanier l'administration de fond en comble, elle a touché à tout, et, sur chaque article du budget, si on la laissait faire, elle mettrait son veto. M. de la Monneraye, son rapporteur, MM. Delacour et Charles Rolland, deux de ses membres les plus actifs, se glissent incessamment dans toutes les fentes du budget pour y déposer les œufs qu'elle a couvés. Hier, on lui a donné une première satisfaction en supprimant vingt-deux percepteurs de Paris; aujourd'hui, cette bouchée l'a mise en goût, et elle expose ses idées sur les postes. M. Charles Rolland se plaint des petites voitures à deux roues, qui fatiguent trop le cheval, et demande des voitures à quatre roues, qui le fatigueront moins. Cette hérésie chevaline est accueillie par un fou rire, et M. Charles Rolland, qui se croyait ferré sur la question, se décide à faire bon marché de ses roues.

Les postes ne sont point un sujet politique. Aussi est-on surpris de voir que M. Rouvier s'en occupe. On croyait M. Rouvier tout absorbé par un radicalisme transcendant qui ne lui laissait aucune espèce de loisir pour les intérêts secondaires. Le voici cependant qui s'en mêle: il demande pourquoi la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée a supprimé le train rapide qui allait de Paris à Marseille. M. Rampont, directeur des postes, lui fait une aune de discours pour lui expliquer que l'Etat et la Compagnie sont en brouille sur ce point. M. Rampont n'est pas un orateur; il ne l'a que trop prouvé dans la discussion de cette petite convention postale qui a valu un portefeuille à M. de Fourtou; et ce ne fut pas sa faute alors si le projet survécut aux efforts qu'il tenta pour le défendre. Mais quand on n'est pas éloquent, pourquoi être long? Et quand on est long, pourquoi ne pas être clair? M. Thiers est long, mais il est clair. M. Rampont ne fait que de la fumée sans feu.

Chronique Locale et de l'Ouest.

M. Touzard, le nouveau principal du collège de Saumur, est venu prendre son poste.

M. Benoît, en quittant notre ville, emporte l'estime et les regrets de nombreux parents et amis. Dans sa disgrâce, ces témoignages de

sanglante que reflètent les grands incendies.

Les Russes venaient de livrer leur premier combat, et c'était à Mitved qu'en appartenait l'honneur.

Le matin même, en quittant Stobnica, pour se porter sur Olkuz, il avait rencontré, près du hameau de Raklavice, une bande de jeunes gens qui, après avoir traversé la Vistule, se dirigeaient vers Wielun.

Ils étaient deux cent cinquante à peine et mal armés; les Russes, au contraire, avaient deux mille hommes, une batterie de canons et une sotnia de Cosaques pour protéger leurs flancs.

L'Ours-Gris engagea aussitôt le combat et, pendant que son infanterie ouvrait un feu terrible sur les rebelles, les Cosaques essayèrent de les tourner.

Heureusement pour les patriotes qu'un château abandonné, après le pillage et l'incendie, dressait, au milieu du village, ses ruines noircies par le feu; s'apercevant qu'ils allaient être enveloppés, ils y coururent et s'y barricadèrent, en quelques instants, avec les débris échappés aux flam-

camp, j'aurai traversé la Vistule, pour gagner le territoire autrichien et tâcher de pénétrer de nouveau en Pologne, par un autre point, y reformer une nouvelle armée, attaquer l'ennemi à l'improviste, et par une victoire, apprendre aux Moscovites épouvantés que le dictateur, qu'ils croyaient mort ou en fuite, les défie de nouveau.

— Mais ton armée, mais tous ces braves qui ne sauront pas ce qu'est devenu leur général, objecta le vieux patriote.

— Ils sauront que j'ai gagné l'Autriche, et en partant je vous laisserai une proclamation pour les informer de mes desseins et leur donner l'ordre de se disposer.

— Et s'ils allaient ne pas nous croire, fit Narbut, si trompés par ces hommes pervers, qui sèment la défiance dans le camp, ils se persuadaient que tu es... un lâche ou un traître. Maryan, as-tu pensé à cela?

— Je l'ai prévu, Sigismond, et je m'y suis résigné. Jamais, pour sauver ma vie, je n'aurais sacrifié ma réputation, mais à la Pologne, ma patrie bien-aimée, il n'est pas de sacrifice devant lequel j'hésite. Je serai

un lâche et un traître aux yeux de mes soldats et je les sauverai au prix de mon honneur, puisque je ne puis pas le faire au prix de mon sang.

— Général, s'écria Wladimir, en lui ouvrant ses bras, je vous estimais comme un vaillant patriote, aujourd'hui, je vous admire et vous bénis.

— Ah! si tous les Polonais te ressemblaient, fit Narbut, dans un élan d'enthousiasme.

Les yeux levés au ciel, l'abbé Rascomsky priait.

Soudain Marpha étendit la main vers l'horizon.

— L'ennemi! dit-elle.

On ne voyait rien encore; mais, dans la direction de Raklavice, on entendait, comme un lointain écho, de sourdes détonations d'artillerie.

— Ils sont loin encore, mais ils approchent, répondit Langiévitich; rentrons au camp et préparons-nous au combat. Vous m'avez compris, n'est-il pas vrai?

— Compris et approuvé, fit Narbut; tu

sympathie doivent lui être d'autant plus précieux qu'ils ont été tout spontanés, et qu'aucune cause n'a été donnée pour sa mise en disponibilité.

On lit dans le *Journal de Maine-et-Loire* :

« Nous avons annoncé déjà que, la semaine dernière, M. le baron Le Guay, préfet de Maine-et-Loire, visitant les inondés, avait porté des secours, à Angers, aux habitants de la rive gauche, 2^e arrondissement, quai du Roi-de-Pologne, etc.

» Déjà M. le préfet, avec une activité et un zèle dont le département lui sait gré, avait parcouru les principaux points menacés en Maine-et-Loire : Saumur, les Rosiers, Montjean, Saint-Florent, Ingrandes, etc., donnant des ordres pour la prompte exécution des travaux de défense, y prenant lui-même une part active, distribuant des secours aux victimes déjà trop nombreuses du fléau, et enfin en demandant pour elles à M. le ministre de l'intérieur.

» Nous savons aussi, et nous nous plaignons à le reconnaître, que M. le maire de la ville d'Angers parcourait samedi et dimanche la Doutre et les bas quartiers de la ville, distribuait des secours et encourageait par sa présence les malheureux qui ont le plus à souffrir.

» Lundi, M. le préfet s'est rendu sur la rive droite, dans la Doutre, portant des secours et de bonnes paroles aux inondés de ces quartiers.

» Nous sommes heureux de féliciter nos administrateurs du zèle qu'ils déploient en cette douloureuse circonstance. »

A Saumur, nous avons les mêmes félicitations à adresser à M. le sous-préfet de Saumur et à M. Abellard, conseiller-général.

M. Duphénieux a inspecté et a parcouru tous les points menacés de son arrondissement. M. Abellard s'est joint à lui et a visité les quartiers inondés de la ville ; tous les deux, ainsi que nous l'avons déjà dit, ont porté des secours dans les ménages pauvres de Saint-Nicolas et de la Visitation, qui avaient à souffrir de l'invasion des eaux. Pour tous ils avaient des paroles d'encouragement et de sympathie.

Une rectification du *Journal de Maine-et-Loire* nous apprend que la somme de 3,000 fr. mise à la disposition de M. le Préfet de Maine-et-Loire pour secourir les inondés, est destinée, non-seulement à la ville d'Angers, mais au département tout entier.

La Maine baisse lentement à Angers ; le courant est encore d'une violence extrême : avant-hier matin, deux bateaux à charbon ont eu leurs amarres rompues ; entraînés par les eaux, ils sont venus heurter violemment contre l'une des piles du pont du Centre, et ont été immédiatement engloutis.

Le service du chemin de fer est repris de Nantes à Saint-Nazaire. Il n'y a plus aucun

obstacle au transport des voyageurs et des marchandises sur toute l'étendue du réseau.

Mardi dernier, le feu a consumé 42 à 45,000 kil. de paille appartenant au sieur Maret, cultivateur à Passavant.

Grâce au concours des voisins, les bâtiments ont été préservés.

Le tout était assuré.
La cause de cet incendie est inconnue.

Dimanche matin, le sieur Louis Carré, cultivateur au village de Savonnière, commune des Verchers, s'est noyé dans le Layon.

Depuis plusieurs jours, Carré donnait des signes d'aliénation. Le malheureux avait emporté avec lui son rasoir, s'était arrêté sur une passerelle étroite et s'était coupé profondément la gorge.

Il n'a dû tomber dans l'eau qu'après avoir perdu connaissance par suite de l'hémorragie.

Son cadavre, entraîné par le courant, a été retiré, deux jours après, à 150 mètres de la passerelle.

Le sieur Louis Eveillard, maçon, âgé de 63 ans, demeurant à Grandfond, commune d'Epieds, n'a pas été vu à son domicile depuis samedi. Au moment où il a disparu, il était vêtu d'un pantalon de velours noir, blouse bleue en coton, gilet rouge à raies noires, chapeau bas noir, bottes.

Taille 1^m 68, cheveux blancs, yeux gris, nez petit, bouche grande, menton rond, figure grosse.

Voici les règles tracées par les circulaires ministérielles pour la légalisation des signatures par les officiers municipaux : nous les trouvons rappelées dans une circulaire du préfet du Nord en réponse aux maires de plusieurs communes qui demandaient des instructions relatives à la légalisation des signatures apposées au bas d'actes privés, tels que demandes, pétitions, réclamations, etc.

« Aux termes de ces circulaires, il est nécessaire que la personne dont la signature est à légaliser, soit connue du maire ou de l'adjoint chargé de la légalisation. Si elle n'est pas connue, comme cela est possible dans les grandes villes, il faut que le maire se fasse attester, ou par le commissaire de police du quartier, ou par des gens dignes de foi, que la personne qui a signé est bien tel individu portant tel nom, et que c'est bien sa signature qui est apposée sur l'acte. »

Il va sans dire qu'en pareille matière nous préférons les pétitions sans signatures ; mais étant donnée une pétition signée, il importe que la signature soit légalisée, et c'est à quoi doivent veiller les conservateurs en général, les agents de l'autorité en particulier.

Nous croyons devoir, dans l'intérêt des cultivateurs de notre département, repro-

duire l'article suivant d'un journal d'agriculture au sujet de l'égouttement des terres :

« La saison a été désastreuse pour la culture ; la pluie n'a pas discontinué et les meilleures terres sont inondées ; cette situation est réellement déplorable, et on ne sait trop à quoi elle aboutira ; avec cela le temps est très-doux et la végétation qui, à cette époque de l'année, devrait être complètement engourdie, continue au contraire à se développer. Pourtant nous ne pouvons pas espérer que l'hiver se passera sans neige et sans gelées, et il est à craindre, si ces dernières devenaient intenses, que les blés qui sont très-tendres n'éprouvent de grands accidents. »

Nous espérons qu'il n'en sera pas ainsi ; néanmoins nous ne saurions recommander trop de précautions ; le point essentiel est de surveiller l'égouttement des terres ; pour y parvenir, on ne doit rien négliger, on doit même ouvrir sans hésiter de fortes rigoles dans les champs, partout où cette opération pourra aider à assainir les terres, car dans l'état actuel de la végétation, tous les blés baignés seront immédiatement perdus s'il survient de fortes gelées.

AMÉRIQUE CENTRALE.

Une correspondance, arrivée à Southampton le 43 courant par le dernier paquebot, donne les renseignements suivants sur la situation du Honduras :

Le Chef du gouvernement provisoire de Honduras, Léon Arias, d'accord avec le général Espinosa, a consenti à l'emploi des troupes aux travaux de terrassement de la dernière section du chemin de fer inter-océanique.

DON FRANCISCO LAIVA va être, dit-on, nommé Président du Gouvernement définitif, et le Général ARIAS sera Ministre de la guerre. Les amis de Medina ont abandonné tout espoir de le réintégrer dans sa position précédente. Tous les partis désirent employer tous les moyens en leur pouvoir afin de conserver la phase de tranquillité dans laquelle la République de Honduras est entrée.

L'achèvement du chemin de fer est regardé maintenant comme le moyen le plus puissant et la garantie la plus certaine de cette propriété. M. BROOKES, de l'*Institut des Ingénieurs civils de Londres*, est arrivé au Honduras, il pousse vigoureusement les travaux. (Morning-Post.)

CAUSERIE FINANCIÈRE.

LA SITUATION.

La situation politique s'est améliorée. Sans doute nous n'avons pas eu cette solution définitive qui est si bien l'expression des besoins et des désirs de la France. Sans doute nous ne pouvons compter encore sur ce lendemain assuré que peut seule nous donner l'organisation d'un Gouvernement régulièrement et définitivement établi. Mais la crise a

perdu de sa violence. On paraît être entré dans une période de détente, et on croit pouvoir constater les efforts d'une sorte d'apaisement.

Il faut espérer que ce n'est là que le prélude d'une entente plus sérieuse. Nous vivons à une époque où, malgré les efforts tentés pour obscurcir la vérité, l'attitude de chacun est, au fond, appréciée à sa juste valeur. Que nos hommes d'Etat, que nos députés se pénètrent bien de la responsabilité qu'ils encourent. Qu'ils se demandent si leurs visées, leurs prétentions, leurs passions, sont d'accord avec les véritables intérêts du pays. Qu'ils ne perdent de vue ni les exigences, ni les sacrifices qu'impose la situation actuelle. Qu'ils n'oublient pas qu'au-dessus des divisions et des querelles des partis se dresse, grande et triste, la nécessité de délivrer la France de la présence de ses envahisseurs.

C'est là et avant tout notre premier devoir. L'époque de cette délivrance se rapproche de plus en plus. C'est une nouvelle raison pour que tous les efforts s'y consacrent.

Après, quand la patrie sera complètement rendue à elle-même, on pourra s'occuper d'une manière plus opportune de l'organisation gouvernementale. En attendant, ce qu'il y aurait de mieux, ce serait d'imposer une trêve aux dissensions ; d'entrer dans une voie de modération, d'abnégation momentanée, de patience.

Les hommes qui prendront cette attitude et qui la conserveront, en recueilleront tôt ou tard le bénéfice.

Si, plus qu'ailleurs, peut-être, l'esprit est prompt en France, il arrive toujours un moment où le discernement intelligent, où le jugement sain finissent par l'emporter.

Et à ce propos que l'on considère le revirement qui s'est opéré depuis quelques jours. Tandis que, la semaine dernière, les inquiétudes se manifestaient de toutes parts, que nos fonds publics baissaient, que les commandes étaient retirées aux fabricants, nous voyons aujourd'hui des symptômes contraires se produire avec une rapidité surprenante. Et cependant la politique ne nous donne encore, nous pourrions dire ne nous donne à peine que des espérances. Que serait-ce si nous pouvions compter sur une réalité ! et quels enseignements pour nos hommes politiques !

La hausse à la Bourse ne s'est pas fait attendre. Les difficultés financières paraissent vouloir s'atténuer, et il est bien probable que nos prévisions au sujet d'une reprise d'affaires et d'un changement de cours se réaliseront si la politique n'y apporte aucun obstacle. Espérons qu'il en sera ainsi.

Dernières Nouvelles.

Versailles, 18 décembre.

La commission des Trente se réunit aujourd'hui pour délibérer sur les vœux exprimés lundi par le Président de la République. M. Thiers n'assistera pas à la séance. Les dispositions réciproques continuent de faire pressentir une solution conciliante.

mes.

Les Russes les y poursuivirent ; mais repoussés par une fusillade à bout portant, ils reculèrent, laissant aux pieds de la forteresse improvisée plus de trente cadavres des leurs.

L'Ours-Gris rugissait de rage ; il fit approcher les canons, dont les boulets, impuissants contre les épaisses murailles, ne produisirent aucun effet.

Des Cosaques, grimpés sur le toit des cabanes, en arrachèrent le chaume pour incendier le château ; il n'y avait plus que des pierres et des briques, le feu ne prit point, et comme les assiégés, embusqués derrière chaque fissure, par lesquelles ils tiraient, à couvert comme derrière des meurtrières, abattaient presque tous ceux qui osaient s'avancer avec des torches, grenadiers et Cosaques refusèrent de s'exposer plus longtemps à une mort inévitable.

Mitved avait juré de remporter la victoire, il fit de nouveau jouer les canons et recommencer la fusillade.

Le feu durait depuis six heures, quand

enfin la nuit arriva. Les Moscovites avaient perdu cent cinquante-deux hommes, épuisé une grande partie de leurs munitions et perdu toute confiance, en voyant l'inutilité de leurs efforts.

Personne cependant n'osait s'aventurer à faire des représentations au général, aussi obstiné que féroce.

Un capitaine d'artillerie se dévoua et alla trouver Mitved qui, sans doute pour ne pas exposer la Russie à la perte d'un chef aussi capable que lui, se tenait prudemment hors de la portée des balles.

— Eh bien ! rugit-il, en apercevant l'officier, sont-ils rôtis ou pendus ?

— Excellence, ils tiennent toujours ; les soldats sont sur les dents et nous n'y voyons plus pour tirer.

— Ah ! vous n'y voyez plus, idiot ; je vais vous procurer de la lumière, moi ; qu'on mette le feu au village.

— Mais, Excellence, nous sommes encombrés de blessés et...

— Quoi, encore, insolente brute ! Veux-tu que je te casse la tête ? hurla Mitved, en

armant son pistolet, et, s'avançant, furieux, il le saisit au collet, le secoua avec rage et lui arracha ses épaulettes.

Puis, se tournant vers un aide-de-camp :

— Fais mettre ce traître aux fers, cria-t-il ; et toi, ajouta-t-il, en s'adressant à un lieutenant de Cosaques, flambe-moi ces barriques ; puisque les soldats sont fatigués, ils coucheront ici.

Devant de pareils ordres, donnés par un pareil chef, il n'y avait pas à hésiter.

Grenadiers et Cosaques mirent le feu aux maisons et se préparèrent à camper devant le château.

Les paysans, ruinés par l'incendie, implorèrent en vain la pitié des Moscovites. Leurs cris et leurs lamentations ne firent qu'exaspérer l'Ours-Gris.

— Qu'on me cherche Tokolo et qu'on me l'amène, s'écria-t-il.

La recherche ne pouvait être longue ; les Russes, auxquels le traître servait de guide, se défilèrent de lui et le gardaient à vue.

Deux grenadiers le conduisirent devant le général, qui commença par l'accabler d'in-

juries et de reproches.

— Tes chiens de compatriotes m'ont tué déjà plus de cent hommes et ils continuent à tirer sur ceux qui enfoncent les pieux au-devant du camp ; si cela dure encore, il ne me restera plus un soldat ; trouve un moyen de faire cesser le feu, ou je te fais attacher à la palissade.

Boleslas sourit.

— Excellence, si les rebelles me voient, ils n'en tireront qu'avec plus d'acharnement, car c'est Chusco qui les commande, et ils savent que je ne suis pas de leurs amis ; mais j'ai un moyen infailible pour arrêter leur fusillade.

— Quel est ce moyen ?

— Excellence, le capitaine Frédérikof m'avait promis une bonne récompense, si je lui faisais surprendre les insurgés à Vengroff ; il y a été tué et quand, après la victoire des Russes, j'ai présenté le billet qu'il m'avait fait, le colonel m'a frappé en me disant : Va te faire payer par celui qui le doit.

(La suite au prochain numéro.)

On croit assez généralement que la commission adoptera en principe l'idée d'une seconde Chambre, sans en admettre toute fois l'application avant la dissolution de l'Assemblée actuelle.

Les bruits de désaccord entre M. Thiers et M. Dufaure sont formellement démentis.

Le Président de la République ira passer à l'Elysée, à Paris, toute la durée des vacances parlementaires.

Les réceptions du 1^{er} janvier auront lieu à l'Elysée.

Les vacances parlementaires commenceront samedi ou lundi. On assure que le baron Chaurand proposera aujourd'hui la suspension des séances du lundi 23 décembre au lundi 6 janvier.

On sait que la réunion du centre gauche a refusé d'accepter la démission de M. Ricard, que le vote a eu lieu par assis et levé, et qu'il y a eu des abstentions.

Si l'on veut représenter aux yeux par la gravure les grands événements de notre histoire nationale, il ne faut rien inventer. On s'exposerait ainsi à produire sur l'esprit de fausses impressions. Il faut se borner à re-

produire fidèlement les tableaux, sculptures, médailles, estampes des contemporains. C'est le système adopté dans l'*Histoire de France illustrée*, de MM. Bordier et Charbon. L'histoire des découvertes du globe est de même figurée avec sincérité dans les *Voyageurs anciens et modernes*, de M. Charton, livre couronné par l'Académie française. Ces ouvrages sont publiés par les éditeurs du *Magasin pittoresque*.

COURS DE SOLFÈGE.

M^{me} BLACHETTE, à l'orphelinat Saint-Joseph, ouvrira, le 1^{er} janvier, à son domicile, un cours de Solfège pour les jeunes personnes.

On est prié de se faire inscrire d'avance.

Prix : 5 fr. par mois.

M. CASAS, professeur de piano, rue Saint-Nicolas, 72, à Saumur, donne des leçons de piano et se charge de les accorder aux prix les plus avantageux.

Santé à tous rendue sans médecine par la délicate farine de Santé Revalésière Du Barry de Londres.

Vendue maintenant en état torréfié, elle n'exige plus qu'une seule minute de cuisson.

Toute maladie cède à la douce Revalésière du Barry, qui rend santé, énergie, digestion sommeil. Elle guérit, et sans médecine, ni purges, ni frais, les dyspepsies, gastrites, gastralgies, glaires, vents, aigreurs, acidités, pituites, nausées, renvois, vomissements, constipation, diarrhée, dysenterie, toux, asthme, étouffements, oppression, congestion, névrose, insomnies, mélancolie, diabète, faiblesse, phthisie, tous désordres de la poitrine, gorge, haleine, voix, des bronches, vessie, foie, reins, intestins, muqueuse, cerveau et sang. 74,000 cures, y compris celles de S. S. le Pape, le duc de Pluskow, M^{me} la marquise de Bréhan, etc., etc.

N° 61 224.

Saint-Romain-des-Illes, 27 novembre.

La Revalésière Du Barry a produit sur moi un effet vraiment extraordinaire. Dieu soit béni; elle m'a guéri de 18 ans de sueurs nocturnes, d'irritation horrible de l'estomac, et d'une mauvaise digestion. Il y a dix-huit ans que je n'ai pas eu un bien-être comme celui que je possède actuellement.

J. COMPART, curé.

Six fois plus nourrissante que la viande sans échauffer, elle économise 50 fois son prix en médecines. En boîtes, 1/4 kil., 2 fr. 25; 1/2 kil., 4 fr.; 1 kil., 7 fr.; 6 kil., 32 fr.;

12 kil., 60 fr. — Les Biscuits de Revalésière qu'on peut manger en tous temps se vendent en boîtes de 4 et 7 francs. — La Revalésière chocolatée rend appétit, digestion, sommeil, énergie et chairs fermes aux personnes et aux enfants les plus faibles, et nourrit dix fois mieux que la viande et que le chocolat ordinaire sans échauffer. — En boîtes de 12 tasses, 2 fr. 25; de 576 tasses, 60 fr., ou environ 10 c. la tasse. — Envoi contre bon de poste. — Dépôt à Saumur, chez MM. TEXIER, place de la Bilange, Common, rue St-Jean, GONDRAND, rue d'Orléans, et chez les pharmaciens et épiciers. — Du BARRY et Co., 26, place Vendôme, Paris.

Théâtre de Saumur.

Troupe du Grand-Théâtre d'Angers, sous la direction de M. Ch. BONNESSEUR.

Lundi 23 décembre 1872,

LES MISÉRABLES, drame à grand spectacle, en 3 parties et 15 tableaux, avec prologue et épilogue, tiré du roman de Victor Hugo, par M. Charles Hugo.

P. GODET, propriétaire-gérant.

COURS DE LA BOURSE DE PARIS DU 19 DÉCEMBRE 1872.

Valeurs au comptant.				Valeurs au comptant.				Valeurs au comptant.			
Dernier cours.	Hausse	Baisse.		Dernier cours.	Hausse	Baisse.		Dernier cours.	Hausse	Baisse.	
3 % jouissance 1 ^{er} janv. 71.	53	35	»	Crédit Foncier, act. 500 f. 250 p.	860	»	»	C. gén. Transatlantique, j. juill.	385	»	»
4 1/2 % j. 22 sept.	76	»	»	Soc. gén. de Crédit industriel et comm., 125 fr. p. j. nov.	632	50	2 50	Canal de Suez, jouiss. janv. 70.	406	25	»
5 % j. 22 sept.	84	20	»	Crédit Mobilier	408	75	»	Crédit Mobilier esp., j. juillet.	495	»	10
Emprunt 1872	86	80	»	Crédit foncier d'Autriche	965	»	5	Société autrichienne, j. janv.	»	»	»
Dép. de la Seine, emprunt 1857	209	»	»	Charentes, 400 fr. p. j. août.	390	»	10	OBLIGATIONS.			
Ville de Paris, oblig. 1855-1860	380	»	»	Est, jouissance nov.	505	»	1 25	Orléans	277	50	»
— 1865, 4 %	430	»	»	Paris-Lyon-Méditerranée, j. nov.	830	»	5	Paris-Lyon-Méditerranée	274	50	»
— 1869, 3 % t. payé.	276	25	»	Midi, jouissance juillet.	590	»	6 25	Est	266	»	»
— 1871, 3 % 70 fr. payé.	249	»	»	Nord, jouissance juillet.	972	50	2 50	Nord	288	50	»
libéré	»	»	»	Orléans, jouissance octobre.	818	75	»	Ouest	274	50	»
Banque de France, j. juillet.	4340	»	60	Ouest, jouissance juillet, 65.	505	»	5	Midi	275	»	»
Comptoir d'escompte, j. août.	617	50	»	Vendée, 250 fr. p. j. juill.	702	50	»	Deux-Charentes	249	»	»
Crédit agricole, 200 f. p. j. juill.	500	»	»	Compagnie parisienne du Gaz.	71	25	1 25	Vendée	242	50	»
Crédit Foncier colonial, 250 fr.	450	»	»	Société Immobilière, j. janv.	»	»	»				

GARE DE SAUMUR (Service d'hiver, 11 novembre).

DÉPARTS DE SAUMUR VERS ANGERS.

3 heures 09 minutes du matin, express-poste.	
6 — 45 — — (s'arrête à Angers).	omnibus.
9 — 02 — — — — —	omnibus.
1 — 33 — — — — —	soir, —
4 — 13 — — — — —	express.
7 — 27 — — — — —	omnibus.

DÉPARTS DE SAUMUR VERS TOURS.

3 heures 09 minutes du matin, omnibus-mixte.	
8 — 20 — — — — —	omnibus.
9 — 50 — — — — —	express.
12 — 38 — — — — —	soir, omnibus.
4 — 44 — — — — —	—
10 — 30 — — — — —	express-poste.

Le train d'Angers, qui s'arrête à Saumur, arrive à 6 h. 34 s.

Etreennes pour 1873. 40^e ANNÉE (1872).

Prix du volume broché 7 fr. »
cartonné 8 50
Franco par la poste, 1 fr. 50 cent. en sus des prix ci-dessus.

Etranger, suivant les conventions postales.
On peut se procurer chaque volume séparément.

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LA LIBRAIRIE DU MAGASIN PITTORESQUE, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 29 :

TABLE ALPHABÉTIQUE ET MÉTHODIQUE des trente premières années du *Magasin pittoresque*.
1 volume broché 7 fr. »
Cartonné 8 50

ALMANACHS DU MAGASIN PITTORESQUE de 1851 à 1875, environ 30 gravures dans chaque Almanach.
Chaque almanach 50 c.

MAGASIN PITTORESQUE

La collection se compose des années 1833 à 1872. — Le volume 1872 (40^e année), mis en vente le 5 décembre 1872.

ALBUM DU MAGASIN PITTORESQUE; 1 vol. grand in-4^e, cartonné avec luxe, doré sur tranche, contenant cent gravures choisies dans la collection.
Prix 15 fr.

VOYAGEURS ANCIENS ET MODERNES; 4 volumes, 941 gravures.
Prix de chaque volume broché 6 fr.
L'ouvrage complet 24

HISTOIRE DE FRANCE, d'après les documents originaux et les documents de l'art de chaque époque; 2 vol., 800 gravures.
Prix de chaque volume broché 7 fr. 50
L'ouvrage complet 15

LECTURES DE FAMILLE, choisies dans la collection du *Magasin pittoresque*; 4 volumes in-4^e. — 2^e édition.
Prix, broché 5 fr.

GRAMMAIRE GÉNÉRALE ET HISTORIQUE DE LA LANGUE FRANÇAISE, par M. P. Poitevin, 2 vol.

Prix de chaque volume broché. 7 fr. 50

L'ouvrage complet 15

LES VRAIS ROBINSONS, par MM. Ferdinand Denis et Victor Chauvin, illustrés par Yan Dargent; 1 vol. grand in-8^e.
Prix, pour Paris, broché 15 fr.
— cart., doré sur tranche 18

Tous les prix ci-dessus sont ceux de Paris. — Pour les départements et l'étranger, l'affranchissement se paye en sus. — Le prix du cartonnage est de 1 fr. 50 cent. par volume.

Le conseil central d'instruction primaire de la ville de Paris a placé le *Magasin pittoresque* sur la liste des ouvrages propres à être donnés en prix dans les écoles primaires et supérieures, et dans les classes d'adultes.

On peut se procurer tous les ouvrages ci-dessus chez M. Grasset, libraire, rue Saint-Jean, n° 1, à Saumur.

Etude de M^e Ch. BERNIER, notaire à Loudun.

VENTE DE BIENS DE MINEURS.

A VENDRE PAR ADJUDICATION.

Le dimanche 12 janvier 1873, à midi,

En l'Etude de M^e BERNIER, notaire à Loudun (Vienne),

LE DOMAINE DE LA BOUE,

Situé commune de Bournaud, canton des Trois-Moutiers (Vienne),

Sur la route nationale de Poitiers à Saumur.

Charmante maison de maître, jolie petite rivière, bâtiments de fermier, jardin, terres, prés, vignes, bois et futaie; — belle chasse;

A sept kilomètres de Loudun (station du chemin de fer de Bressuire à Tours);

Deux kilomètres des Trois-Moutiers (station du chemin de fer de Poitiers à Saumur);

Douze kilomètres de Chinon (Indre-et-Loire);

Contenance: 51 hectares 15 ares 80 centiares.

Revenu: 2,500 francs.
Mise à prix: 70,000 francs.

Administration des Domaines.

VENTE D'ISSUES

Le 21 décembre 1872, à une heure de l'après midi, dans une des salles de la Mairie de Saumur, il sera procédé, par le Receveur des Domaines, à Saumur, à la vente, par adjudication, des issues à provenir, en 1873, du service des vivres.

Valeurs approximatives à vendre: Griblures de blé, 40 quintaux métriques.

Braises, 80 quintaux métriques.

Cendres de bois, 1 quintal métrique.

Balayures et croûtes de pain, 1 quintal métrique.

Le son provenant du premier trimestre 1873 sera probablement vendu le même jour.

On paiera comptant, plus cinq centimes par franc.

Saumur, le 18 décembre 1872.

Le Receveur des Domaines, (615)

ROBERT.

MAISON A LOUER

Avec ou sans écurie et remise.

Rue d'Orléans, 50.

S'adresser à M. Coué, photographe à Saumur. (527)

M. DÉZÉ, relieur-papetier à Saumur, demande un apprenti.

LEON POUILLIEN, ingénieur-mécanicien
Solel agent de la Machine à coudre
POLLACK, SCHMIDT ET Co
garantie
5 ans
"LA SILENCIEUSE"
30, RUE DE RICHELIEU, 30
En face de la fontaine Molière, à Paris
225 fr. PRIX

A LOUER

PRÉSENTÉMENT,

UNE MAISON, située à Saumur, quai de Limoges, avec cour, écurie, remise et vastes magasins.
S'adresser à M. FORGE. (98)

ON DEMANDE UN MÉNAGE pour une conciergerie.

Inutile de se présenter sans être muni de bons certificats.
S'adresser au bureau du journal.

ON DEMANDE un valet de chambre.

S'adresser au bureau du journal.

ON DEMANDE pour correspondants en Province des hommes honorables, entendants les affaires (appointements et remises).

Ces personnes auront à s'occuper des intérêts suivants:

Virements, avances, placement de fonds, paiement à domicile, tant à Paris qu'en Province; — Encaissements de coupons. Effets, factures, créances, assurances, renseignements de toute nature, achats, ventes de propriétés. — Ecrire, franco, en indiquant des références, à la Caisse d'avances sur Titres, ex-Comptoir de la rive gauche, 31, rue des Saints-Pères, Paris. (608)

LA

SEMAINE RELIGIEUSE

DU DIOCÈSE D'ANGERS.

REVUE LITURGIQUE ET HISTORIQUE

PARAISSANT TOUS LES SAMEDIS.

Offices. — Vies des Saints. — Bonnes œuvres et Faits divers.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

Un an 5 fr. | Six mois 2 fr. 75 c.

On reçoit les timbres-poste en paiement.

On s'abonne à Saumur, chez M. GODET, imprimeur-libraire, place du Marché-Noir.

Saumur, imprimerie de P. GODET.